



VOTRE DÉPUTÉ PICARDIE DEBOUT !

# François Ruffin

APRÈS UN AN, PREMIER BILAN



**Toujours debout !  
Et avec vous !**



# Infos pratiques



## Permanences

Nous disposons de deux locaux :

### ● Amiens. 90, chaussée St Pierre.

Nous vous y accueillons du mardi au vendredi, de 9h30 à 12h et de 14h30 à 17h.

### ● Abbeville. 15, rue Gontier Patin.

On vient tout juste de louer ce local. Des militants vous accueillent tous les mardis de 17h30 à 18h30.

## Pour voir mes vidéos

[www.francoisruffin.fr](http://www.francoisruffin.fr)

 @francoisruffin80

 Youtube : François Ruffin

## Pour nous contacter

[contact@picardiedebout.fr](mailto:contact@picardiedebout.fr)

Tél : 06-13-43-69-66



## Fiche de poste

À l'Assemblée, j'appartiens au groupe « France insoumise », qui compte dix-sept députés et dont le président est Jean-Luc Mélenchon.

Je suis secrétaire de la Commission des affaires économiques.

## Mon équipe

L'Assemblée nationale m'alloue chaque mois 10 581 € brut pour salarier une équipe parlementaire. Comme je paie presque aussi mal que je me paie, la mienne est composée de quatre personnes (une cinquième est en cours de recrutement).



### Vincent Bernardet

En local. Il s'occupe de mon agenda, de mes rendez-vous, de mes interventions. Et surtout il pilote les opérations type "Nuit des écoles" ou "Dépu'Tour".

### Brigitte Venet

Permanence locale. C'est elle qui vous accueille, avec le sourire toujours, à la permanence. C'est elle qui envoie des courriers, passe des coups de fils pour tous vos problèmes du quotidien (offices HLM, CCAS, etc.).



### Johanna Silva

Cheffe de cabinet à Paris. C'est elle qui s'occupe de tout le bazar administratif, de l'équipe, de mon agenda parisien, du calendrier parlementaire, etc.

### Sylvain Laporte

Communication. Il relaie mes interventions à l'Assemblée nationale sur facebook, twitter, vous répond, est en contact avec les journalistes.



### Ma suppléante : Zoé Desbureaux

Elle, elle n'est pas salariée. Elle continue de bosser, à Doullens, en tant que prof. Et elle continue de militer, d'organiser, de rencontrer...

# “ Ne pas courber l'échine ”



**Durant ma campagne, c'était mon engagement permanent : « Devant les ministres, devant les PDG, je ne me dégonflerai pas. Je ne courberai pas l'échine. » Il me semble que cette promesse est tenue...**

**Dans ma profession de foi**, durant la campagne législative, je vous écrivais ça :

« Demain, comme député, je ne vous promets pas la lune, que grâce à moi tout sera merveilleux, du Walt Disney. En revanche, je m'engage à ça : devant les ministres, devant les PDG, je ne me

vacataires, des handicapés, de leurs parents, des agents d'entretien, des auxiliaires de vie, des multi-précaires, face aux administrations, face à la rigueur budgétaire, face aux multinationales, face à la Commission européenne, face aux actionnaires, etc. Bref, je serai avec les "petits" (et les "moyens") contre les "gros". Avec tous les hommes et femmes de bonne volonté, qui aspirent à une planète vivable, respirable pour tous, contre les intérêts égoïstes, aveugles, suicidaires des puissances de l'argent.

*Cet effort, je le fais depuis longtemps maintenant, dans la Somme et ailleurs.*

*Je le poursuivrai, quoi qu'il arrive, même si vous ne me portez pas à l'Assemblée.*

*Mais si vous m'accordez l'écharpe tricolore, ma voix sera alors forte de vos milliers de voix. Pour les secouer, ma légitimité sera renforcée. Devant eux, grâce à vous, je tremblerai moins. Je serai fier de vous représenter. »*

*dégonflerai pas. Je ne courberai pas l'échine. Je ne serai le petit soldat ni d'un gouvernement, ni d'un parti. Je ferai entendre votre voix, celle des ouvriers, des enseignants, des caissières, des aide-soignants, des téléconseillers, des restaurateurs, des camionneurs, des mères célibataires, des animateurs, des*

**C'était ma promesse majeure**, mon permanent engagement : d'attitude, on pourrait dire.

Cette promesse, je l'ai tenue, je crois. Je me tiens droit en votre nom.

Je ne courbe pas l'échine devant le président des riches et ses ministres.

Je suis vraiment très fier de vous représenter, et dans les jours de découragement (ça nous arrive à tous), cette fierté me soutient, me pousse à porter votre parole avec force, à évoquer nos vies et nos visages, nos colères et nos espoirs avec franchise à la tribune de l'hémicycle.

Bien sûr, je ne me fais aucune illusion : nous ne passerons pas une loi, ils nous retoquent le moindre amendement. Nos interventions, nos interpellations ne visent pas à transformer le réel maintenant. Mais à dire, à répéter, à faire savoir que ce monde-là, nous n'en voulons plus.

Et que nous en préparons un autre, plus juste, plus égalitaire, plus humain.

**Que les gens l'emportent face à l'argent !**

# DÉPUTÉ

Ça fait dix-huit ans que je suis « reporter », et franchement, j'éprouve nettement plus de joie, de plaisir, à être sur le terrain que sur les moquettes de l'Assemblée...

Avec mon équipe, nous nous efforçons de lier les deux, et pour chaque dossier, de multiplier les rencontres en circonscription.

À la ferme :

« **Y a un truc qui ne tourne plus rond.** »

**À la Commission des affaires économiques**, depuis six mois, je participe activement aux « États généraux de l'alimentation » voulus par Macron. Comment garantir aux agriculteurs un revenu décent ? Comment, aussi, faire évoluer l'agriculture ?

À Paris ou à Amiens, j'ai rencontré les syndicats agricoles : FNSEA, Coordination rurale, Jeunes agriculteurs, Confédération paysanne. Plus des visites à la ferme :

Ainsi, au Mesge, chez Isabelle Marlot.

« **Quand on s'est vus, en mai, vous aviez l'air angoissée ?**

– Je le suis toujours. L'année dernière, avec la chute des cours, ça nous a fait 70 000 € en moins. Tout l'argent de côté, on l'a mangé en un an.

– Le gros souci, reprend Pascal, son frère, c'est les prix. C'est catastrophique.

Notre exploitation repose sur le blé et le lait, et d'habitude, on a toujours l'un qui rattrape l'autre.

Le blé est à 135 €, il y a deux ans il était à 200. Le prix de revient est à 150 €. Donc, on y perd.

Mon père, il avait un cours du lait à 2,20 francs, il y a trente ans. Là, à 330 € les mille litres, ça n'a pas bougé, 33 centimes d'euro. Sachant qu'on a pour 15 à 20 centimes de nourriture par litre.

On le vend à la coopérative au tarif A ou au tarif B, le A est vendu comme lait, le B deviendra du fromage, du beurre. Donc, tous les trois mois, on doit se positionner. C'est la bourse. Faut parier sur les cours du A et du B. Nous, on vise la sécurité, on reste comme on est.

– Votre métier, c'est pas de faire boursicoteur...

– Exactement ! Exactement ! »



Avec Eric Lavoigne, agriculteur à Ergnies.  
Et Joëlle Grace, agricultrice à Fransu.

Eux sont ballottés dans un univers financier, assez mystérieux, énigmatique :

« Là, le cours mondial est à 227. En Europe, c'est à 307. Je vois ça sur mon téléphone, mais je ne sais pas trop comment ça fonctionne.

Depuis la fin des quotas, en théorie, on peut produire comme on veut. Mais on en est arrivé à des trucs aberrants.

Comme on savait que le marché allait être envahi, on a reçu une prime pour qu'on ne produise pas ! Pour qu'il y ait moins de lait, et que ça ne fasse pas chuter les cours ! En prévision des importations ! De toute façon, quand on enlève les primes Pac, c'est 70% de notre revenu. On se dit, "Mince, y a un truc qui ne tourne plus rond..." »

# REPORTER !

Avec les étudiants :

## « J'ai pris un crédit de 25 000 €. »

**Avant la loi sur la sélection** à l'Université, je faisais une petite réunion genre Tupperware avec un groupe d'étudiants.

**Alexandre :** J'étais en licence d'histoire et là, je me suis rendu compte que j'avais un rêve de gosse à portée de main : l'archéologie. Y avait un Master pro là-dessus, et j'hésitais.

**François Ruffin :** Pourquoi tu hésitais ?

**Alexandre :** Parce qu'il y avait deux stages de trois mois, non rémunérés. C'était compliqué. J'avais déjà un prêt de 6000 € sur le dos. Je bossais à Brico-Dépôt, au Gaumont, à la fac, dix à quinze heures par semaine, pour surnager.

Et ces jobs-là, une fois en stage, éloigné d'Amiens, je devrais les lâcher. L'alternative, c'était de prendre un nouveau crédit, mais pour moi c'était hors de question. Donc, j'ai renoncé, et à la place, je suis entré chez Médiamétrie. Téléconseiller, je n'ai vraiment pas envie de faire ça longtemps...

**F.R. :** Y en a d'autres qui se sont pris des crédits, comme ça ?

**Zoé, qui lève son bras :** Ma soeur est entrée à Paris, dans une école, et mes parents ont payé pour. Après ça, ils m'ont dit : « *On ne peut plus, débrouille-toi.* » J'ai pris un crédit de 25 000 €, pour toute la durée de ma formation.



Maisons de retraite :

## « Ça va fâcher les familles... »

**Sollicité par les grévistes de l'Ehpad** de Foucherans, je me suis rendu dans le Jura, en une action un peu coup de poing. Puis, plus calmement, à Saint-Riquier.

L'occasion aussi de croiser des « contrats aidés » :

Dans les couloirs, on discute avec Nathalie.

On l'a renommée, on ne sait jamais.

Même si son parcours ressemble à cinquante autres :

« *La première fois, c'était à l'Ehpad Notre-Dame, à Abbeville, et j'avais bon espoir, j'y croyais. J'y suis restée deux ans, et puis c'était terminé. Deux années après, ils m'ont reprise, mais cette fois-là, je savais qu'il n'y avait pas d'espoir, que je resterais*

**Sa carrière ne sera que ça, ces pointillés, sans espoir, sans stabilité.**

*deux ans et qu'ils en prendraient une autre. Des fois, on me prend pour des remplacements, pendant les vacances, les arrêts-maladie des titulaires. Et là, c'est pareil, je n'ai aucune illusion, parce qu'il y a du monde qui attend, des histoires de budget, enfin... »*

On mesure son découragement, à Nathalie.

C'est injuste, profondément.

Jamais, sur son travail, on ne lui a fait le moindre reproche, aucune critique. Et pourtant, sa carrière ne sera que ça, ces pointillés, sans espoir, sans stabilité.

**On se rend à Abbeville, justement,** à l'Ehpad Notre-Dame.

Laurent Poulin, le directeur, a noté sur un post-it les points qu'il souhaite « remonter aux députés ».



Avec, en haut de sa liste : « *La première chose, c'est : faites quelque chose pour les contrats aidés. Les maisons de retraite, il faut les entendre. Depuis trois ans, on m'a poussé, j'ai des courriers du ministère, du préfet, à prendre des contrats aidés, et là d'un coup on me dit "stop". En octobre, j'en ai un qui se termine, et sur ses épaules repose le ménage de tout un étage. Comment je fais ? On ne fait plus le nettoyage ? Plus d'animation, non plus ? En tout, j'en ai trois, pour 2, 3 postes. Je n'ai pas le budget. Si je les remplace par des titulaires, mon prix de journée il flambe de 2 €. Le Conseil départemental, il ne sera pas d'accord du tout, et ça va fâcher les familles... »*

L'adversaire

# Macron : Robin des bois à l'envers !



« Dites "non !" à Macron » :  
c'est le tract qu'on avait distribué,  
l'an dernier, entre les deux tours  
des législatives.

**D**ire « non ! » à Macron, être l'opposition : voilà ma principale mission.  
« Non ! » à ce président qui prend aux pauvres pour donner aux riches. Qui renforce les forts et affaiblit les faibles.  
De la CSG à payer pour les retraités, mais

**Tout pour  
« ceux qui réussissent »,  
et rien « pour ceux  
qui ne sont rien ».  
Voilà la ligne Macron.**

la fin de l'ISF pour les actionnaires.  
Moins d'APL pour les familles modestes, mais on baisse l'impôt pour les grosses sociétés.  
Moins d'indemnités pour les licenciés, mais des stock-options pour ses ministres.  
Voilà la « modernité » de notre Président !

Tout pour « ceux qui réussissent », et rien « pour ceux qui ne sont rien ».  
Voilà la ligne Macron.  
Son ancien collègue à l'Élysée, Aquilino Morel, se souvient de lui au temps de Hollande: « Il évoquait à tout bout de champ la "nécessaire réforme des prud'hommes". Sefaisant le fidèle porte-parole des chefs d'entreprise, toutes les occasions étaient bonnes pour proposer cette mesure. Alors je me moquais de lui sur l'air de "Tu vas encore nous fourguer ton machin..." »  
C'est l'obsession de Macron, depuis des années: « la rigidité du travail », à flexibiliser, moderniser, adapter sans cesse.

**Mais il y a une autre « rigidité »** que jamais il n'évoque : celle de la finance.  
Depuis les années 1980, la part des dividendes a triplé en France.

De cet accaparement, il ne dit rien.  
Cette situation lui convient très bien.

## Guerre des classes

**Alors première fortune mondiale,** Warren Buffett déclarait : « La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la miennne, la classe des riches, qui mène cette guerre et nous sommes en train de la remporter. »

Emmanuel Macron n'avance pas avec pareille franchise. Au contraire, il a de la « bienveillance », de la « souplesse », du « dialogue » plein la bouche. Mais avec, pour les salariés, le travail du dimanche « libéré », le travail de nuit idem, les « contrats de projet » (alias un CDD sans prime de précarité), la fin des Comités d'hygiène, et pour les actionnaires, la suppression de l'impôt sur la fortune, la baisse de l'impôt sur les sociétés, la hausse du Crédit d'impôt compétitivité emploi, notre président mène bel et bien une guerre des classes.

« Si vous avez besoin de quelque chose, appelez-moi... »

## Cadeaux aux riches

### C'est la Une du journal Le Monde.

Qui nous paraît vraiment symbolique :

En gros, le bénéfice record des entreprises du CAC 40, plus de 90 milliards d'euros.

Et en dessous, en petit, la Banque centrale européenne qui s'alarme de la stagnation des salaires...

Mais à qui, sur cette même couverture, Emmanuel Macron envisage-t-il de faire de nouveaux cadeaux ?

Pas aux salariés, pas aux retraités, pas aux chômeurs : à ses amis milliardaires, en leur livrant les fleurons de la nation via des « privatisations » en série...



## POUR LES MODESTES

### Locataires :

**Baisse de 5 €  
des aides au logement.**

### Retraités :

**Via la CSG,  
baisse de 20' €  
(à partir de 1200 €).**

### Licenciés :

**Plafonnement  
des indemnités.**



## POUR LES RICHES

### Actionnaires :

**Suppression  
de l'impôt sur la fortune.**

### Multinationales :

**Baisse de l'impôt  
sur les sociétés.**

### Subventions :

**Hausse du Crédit impôt  
compétitivité emploi.**



**Emmanuel Macron et son gouvernement prétendent « réduire les déficits ». En fait, ils les creusent : leurs cadeaux fiscaux aux plus riches vont coûter des dizaines de milliards à l'État... Quand il faut serrer la ceinture des plus modestes, pour récupérer quelques centaines de millions.**

# SECOUVER

Selon le site [nodeputes.fr](http://nodeputes.fr), je suis l'un des députés les plus actifs (plus de 300 interventions en hémicycle).

Avec un fil conducteur : moins pour l'argent, plus pour les gens !  
Plus pour les hôpitaux, plus pour les petits clubs de foot,  
plus pour les femmes de ménage...

## Hôpital : « Sortez le carnet de chèques ! »

**M. le président :** La parole est à M. François Ruffin, pour le groupe La France insoumise.

**M. François Ruffin :** Durant les vacances de Noël, la mère d'une amie, âgée de 90 ans, est tombée chez elle. Les pompiers l'ont conduite à l'hôpital d'Amiens, au service gériatrie. Dès son arrivée, les soignantes l'ont prévenue : « *Nous ne sommes que trois pour trente patients. Nous n'aurons pas le temps de nous occuper de vous.* » Cette promesse a été tenue. Durant son séjour, son plateau-repas lui fut servi mais, sans aide, l'assiette demeurait intacte devant elle. Le bassin pour ses besoins fut longuement oublié sous ses fesses. Lorsqu'elle eut soif, on estima qu'elle avait assez bu comme ça.

**Un député du groupe En Marche :** Quand finirez-vous les effets de théâtre ?

**M. François Ruffin :** Souvent, cette vieille femme pleurait. Mais elle n'était pas la seule : les soignantes, elles aussi, pleuraient. Au fil de la semaine, elles se confièrent à mon amie : « *Cet après-midi, nous avons eu une réunion de service. On a dit à notre chef qu'on n'en pouvait plus, qu'on faisait mal notre travail, que les patients étaient mal soignés. Ils nous répondent plan de retour à l'équilibre. On pleure et ils nous parlent budget !* »

(« Arrêtez ! » sur les bancs du groupe En Marche.

– « Il a raison ! » sur les bancs du groupe Insoumis.)

**M. François Ruffin :** Madame la ministre des solidarités et de la santé, c'est une scène ordinaire des hôpitaux et des Ehpad français. Partout, à Paris, à Bordeaux, à Marseille, à Strasbourg, les hôpitaux craquent. Les médecins s'alarment. Qu'avez-vous à leur offrir ? De la compassion, ça oui, vous en avez, et, je l'admets, cela vaut mieux que le mépris. Mais que prévoit, concrètement, votre budget de la Sécurité sociale ? Zéro création de poste et 1,6 milliard d'économies, alors que, rappelons-le, il faut toujours le rappeler, et nous comptons bien vous le rappeler durant cinq années, cet automne, vous avez trouvé cinq milliards en toute urgence. Mais c'était pour les riches, afin de supprimer leur impôt sur la fortune. (Applaudissements sur les bancs des groupes Insoumis et communistes. Exclamations sur les bancs du groupe En Marche !)

Pour les pauvres, c'est toujours en millions, pour les riches, en milliards.

Alors, madame Buzyn, nous vous le demandons : délaissez un instant les belles paroles. Ne me répondez même pas, pas un mot, pas une phrase, je n'en serai pas outré. Faites simplement un geste : sortez le carnet de chèques pour les patients de ce pays.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Insoumis, socialistes et communistes. - Exclamations sur les bancs des groupes En Marche ! et Républicains.)

Mais la ministre n'a délaissé à aucun instant ses belles paroles : elle a déclaré que c'était une « situation ancienne », qu'elle allait « apporter une réponse de long terme », qu'elle « réfléchissait à une transformation de notre système de santé visant à le rendre pérenne et efficient », etc. etc.



« Pour les pauvres c'est toujours en millions, pour les riches c'est en milliards. »

« Du moment qu'on me donne raison... »



# L'ASSEMBLÉE !

## Ode aux bénévoles

**Pour faire avancer des idées** qui me paraissent justes, je n'hésite pas à m'associer à d'autres groupes parlementaires. À Richard Ramos, par exemple, centriste, pour que les grands groupes publient leurs comptes. Ou à Michel Zumkeller, de droite, pour que les gros clubs de foot versent une taxe aux petits.

C'est à cette occasion que, à la tribune de l'hémicycle, j'ai enfilé le maillot de l'Olympique eaucourtois...

**M. François Ruffin** : Madame la ministre, vous êtes la ministre des Sports, mais vous ne nous avez parlé que de « compétitivité », de « parts de marché », d'« attractivité », avec un raisonnement de trader. Je voudrais vous en parler autrement, humainement. [...]

Dans cette société où tout se vend et s'achète, où le businessman fait figure d'homme nouveau, où le profit aveugle guide le monde et nous conduit vers l'abîme, ils sont là, une dizaine à Eaucourt, mais autant à Ribemont, à Amiens Nord, à Agen, à Fécamp, à Bruay, à Aulnay, qu'ils se prénomment Franck, Mohammed ou Florence, dans le foot, le hand, la



gymnastique, le judo, le twirling bâton, ils sont des dizaines de milliers à travers le pays à servir à la buvette, à préparer des paellas, à laver, plier, ranger les maillots. Et tous ces efforts, pour pas un rond ! Pourquoi, d'ailleurs ? Pour des raisons assez floues, pas calculables. Pour les

gamins. Pour être ensemble aussi. Pour tenir à bout de bras des petits clubs et pour que les villages ou les quartiers existent à travers eux. Une résistance à l'argent roi, plus massive, plus quotidienne et plus souterraine que les manifs avec banderoles.

## Service ou servitude ?

**Le jeudi 8 mars, je profitais de la journée pour les droits des femmes et d'une proposition de loi communiste pour interpeller sur la situation des femmes de ménage de l'Assemblée :**

**M. François Ruffin** : Au fil des décennies, à travers le pays, des milliers de femmes,

Ça vaut pour le ménage, mais au-delà aussi. Ça marche pareil pour les AVS, auxiliaires de vie sociale et auxiliaires de vie scolaire, pour les assistantes maternelles, pour les emplois à domicile en tous genres. Pour toutes celles, des femmes le plus souvent, qui s'occupent de nos enfants, des personnes âgées ou handicapées.

Vous savez, j'entends volontiers parler, dans cet hémicycle et ailleurs, d'une « société de service », et chaque fois ça nous est vanté avec gourmandise, comme une promesse de bonheur.

Forcément, nous sommes du côté des servis. Servis ici, à l'Assemblée,

et aux petits oignons. Servis dans les hôtels. Servis dans les supérettes. Servis jusque chez nous par des nounous. Méfions-nous.

Méfions-nous que cette société de service ne soit pas une société de servitude, avec le retour des serfs et des servantes, des bonniches, mais sous un nouveau visage, sous un autre nom, plus moderne, plus acceptable, et qui nous laisse à nous, la conscience en paix.

Avec, en prime, en plus de la chemise repassée, de la moquette aspirée, des Chèques Emploi Service défiscalisés. Notre confort est assis sur cette main d'œuvre bon marché.



**La chemise repassée,  
la moquette aspirée.  
Notre confort est assis sur  
cette main d'œuvre bon marché.**

à vrai dire des centaines de milliers de femmes, ont été poussées vers la précarité, vers des horaires coupés, vers des paies au rabais.

# Des idées,

**Durant mes premiers mois, j'ai fait trois propositions de loi écrites, j'en ai signé vingt autres, j'ai rédigé un rapport, porté 67 amendements (sur tous ces points, je figure parmi les plus actifs). A chaque fois, tout ça est parti de vos témoignages, de la proximité.**

## Financement de la psychiatrie

**A**près une longue enquête à l'établissement Philippe Pinel, j'ai déposé une « proposition de loi sur le financement des hôpitaux psychiatriques ». Elle a été signée par des membres de tous les groupes, Les Républicains, l'UDI, le Modem, les socialistes, les communistes, France insoumise, vraiment tous les groupes, sauf En Marche ! (Les députés macronistes ont l'interdiction d'approuver un texte qui n'émane pas de leur rang...).

**Ma proposition s'ouvrait** sur le témoignage de Sébastien Bil, président de l'Unafam dans la Somme : « Le plus gros souci, c'est le manque de psychiatres. C'est très difficile d'avoir un rendez-vous, il faut attendre des semaines, des mois. Si les malades étaient atteints du cancer, et qu'il s'agissait de cancérologues, ça choquerait. Mais pour des malades

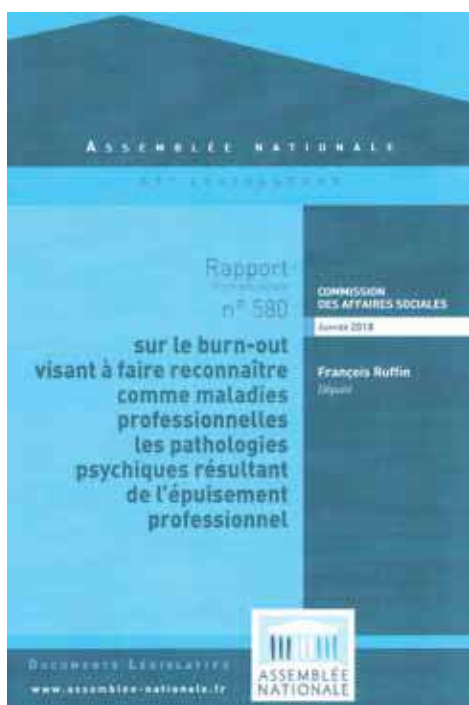
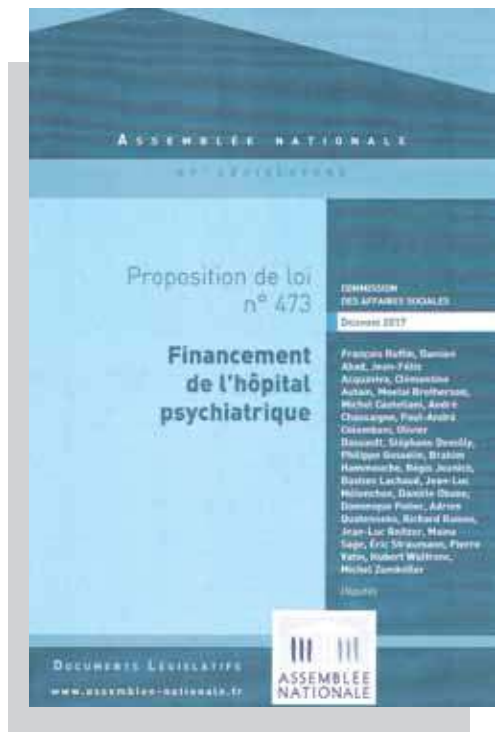
mentaux, non. »

C'est le président de l'Unafam 80, dont le frère souffre de schizophrénie, qui témoigne ainsi :

« Les services sont surchargés. Il n'y a plus de temps pour la parole : c'est remplacé par les médicaments, la contention.

Il faut mesurer notre déception. Déjà, le malade est dans le déni, "non, je ne suis pas malade". L'amener vers le soin, c'est un combat. Mon frère s'est désocialisé, il est devenu SDF, s'est alcoolisé, et lorsqu'on parvient enfin à le conduire à l'hôpital : il ne reçoit pas de soin !

Faut être honnête, ma mère est morte d'un cancer, mon père d'une maladie rare, j'aime mes parents, mais je n'ai pas souffert comme je souffre, là, avec la psychiatrie. Pour un aidant, c'est dix ans d'espérance de vie en moins. Quand la famille est forte, on tient bon, on l'amène vers des structures, on cherche. Mais sinon, le malade finit dans la rue. »



## Burn-out

**J'ai rendu un long rapport** « visant le burn-out », pour « la reconnaissance des troubles psychiques liés au travail comme maladies professionnelles ». Pour ça, nous avons procédé à des semaines d'auditions : de médecins, de syndicalistes, de responsables de la Caisse d'Assurance maladie, etc. (Seul le Medef a refusé la rencontre.)

Mais comme toujours, nous sommes partis d'un cas très concret, près de chez nous : c'est David, un ancien directeur de Lidl à Longueau, un copain de foot en fait, cramé par son boulot, qui est venu me voir un jour...

« Ils vous écrasent, vous détruisent le cerveau. Moi, avant d'abandonner, durant trois ou quatre mois, je ne dormais plus la nuit, j'avais la boule au ventre pour aller au travail. Ma responsable de réseau ne me parlait plus, elle me faisait

des listes de tâches, des pages entières, je ne pouvais même pas réussir. [...] Alors que moi, là, je suis broyé. Ça va un peu mieux, mais ce sont des cachets, toujours, j'arrive au bout de mon chômage... Et vous trouvez ça normal que ce soient la collectivité, la Sécurité sociale, les Assedic, qui paient les dégâts de Lidl ? Dans le reportage de Cash Investigation, il y a une phrase très juste : "C'est une machine à fabriquer des chômeurs de longue durée", alors je n'ai toujours pas compris cette difficulté, cette impossibilité, à me faire reconnaître en maladie professionnelle. Pour que ce soit Lidl qui paie. Mais tous les médecins m'ont dit: "Ne vous lancez pas là-dedans, c'est hors tableau", ça va être très très compliqué." Et mon avocate pareil. Donc, aujourd'hui, se faire reconnaître, c'est mission quasi-impossible. »

# on en a !

Depuis un an, le groupe France insoumise a déposé 2495 amendements (dont 30 ont été adoptés, souvent les plus bénins). Voici mes préférés...

## ● Conseil d'administration

**Nous réclamons que les salariés** siègent au Conseil d'administration des grandes sociétés.  
Et même : que les élus et habitants, que les associations de consommateurs, que les ONG en charge de l'environnement y aient aussi leur place : l'entreprise est une chose trop sérieuse pour la laisser aux seuls actionnaires !

## ● Égalité

**Cet amendement vise** à limiter à un rapport de 1 à 20 entre les salaires dans l'entreprise. Le PDG aura le choix entre limiter ses revenus, ou relever le salaire de base dans sa société.

## ● Lafarge

**Lorsqu'une société**, comme Lafarge, commerce avec des terroristes, ou en finance des activités, nous voulons que ses biens soient saisis.

## ● État terroriste

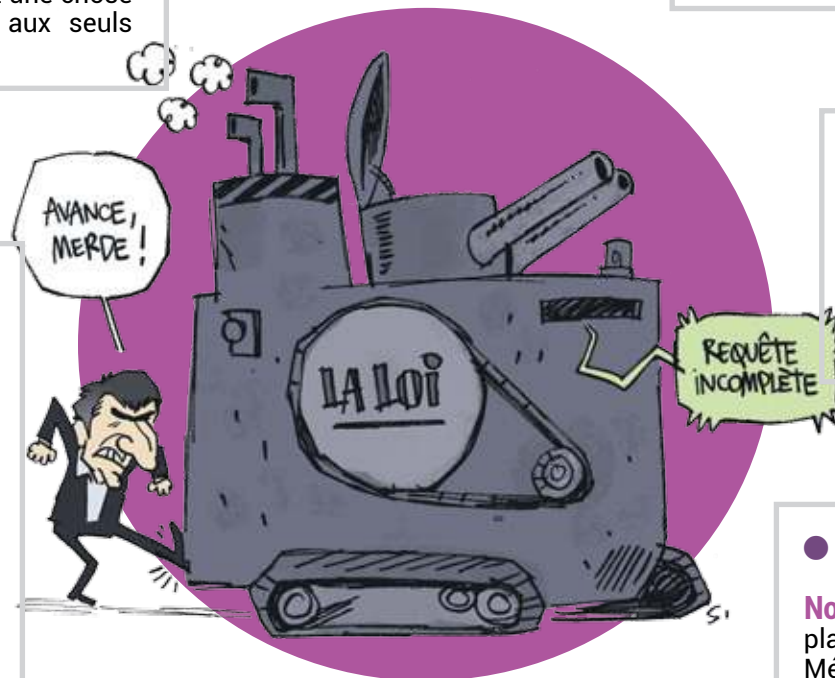
**Lorsqu'un État**, comme le Qatar, finance ou protège le terrorisme, il faut que ses investissements soient interdits sur le sol français.

## ● Parité sociale

**Tout comme les partis** ont été contraints de procéder à une parité de genre, nous souhaitons qu'ils tendent à une parité sociale. Les candidatures doivent refléter la diversité de la société française.

Avec cet amendement, la population active comptant 22 % d'employés, il faudrait par exemple un minimum de 11 % d'employés parmi les candidats. Avec 18 % d'ouvriers ce seuil serait à 9 % de candidats ouvriers. Avec 4,5 % d'artisans, commerçants, chefs d'entreprise il faudrait au minimum 2,25 de candidats, etc.

Alors que l'Assemblée ne compte, aujourd'hui, pas un seul ouvrier !



## ● Déserts médicaux

**Nous demandons** la mise en place d'une École Normale de Médecine qui formera un corps de médecin-fonctionnaires déployables sur l'ensemble du territoire.

## ● Héritage

**Afin de favoriser** l'égalité des chances, nous souhaitons la taxation à 100% des héritages au-delà de 33 millions d'€ (les 0,01% les plus riches).

## ● Verrou de Bercy

**Aujourd'hui, les fraudeurs** fiscaux et les exilés ne peuvent être poursuivis par la Justice sans, d'abord, l'accord du ministère de l'Économie (et du président de la République). C'est une justice à deux vitesses, avec des exceptions pour les puissants et les copains. Nous exigeons que ce verrou soit levé.

## ● Vote blanc

**La reconnaissance spécifique** du vote blanc comme suffrage exprimé, choix politique à part entière, est un progrès démocratique à mettre en œuvre.

## ● Radars

**Les recettes issues** des amendes payées par les automobilistes doivent servir à développer les transports en commun.

# Avec vous,

Faut pas que causer, il faut se bouger aussi.

Secouer la couenne des administrations.

Qu'elles ne se disent plus : « Ah, on n'a pas de souci avec les Picards !

On peut supprimer leur région, leurs usines, leurs Postes, leurs maternités, leurs tribunaux, ils se tiennent tranquilles, les taiseux. »

Qu'ils se méfient un peu, au contraire.

## La Nuit des écoles

**En janvier, le rectorat annonçait** 63 fermetures de classes dans la Somme : à Eaucourt, à Vignacourt, à Saint-Sauveur, à l'école Marivaux d'Amiens, au Soleil Levant et à Menchecourt à Abbeville, etc.

Des actions se menaient, ou se préparaient.

Avec des réunions publiques, des tracts, des pétitions, nous avons alors coordonné « Une nuit des écoles », qui fut couverte par TF1, France 2, BFM, M6, etc.

Nous sommes aujourd'hui redescendus à 35 fermetures. Nous continuerons d'agir en juin, une fois les effectifs de la rentrée connus.

Avec un principe : en primaire, nous ne voulons pas plus de 25 élèves par classe.

Résultat : De 63 fermetures prévues, on passe à 35.

Pour le moment. Et partout dans le département, des parents, des enseignants se sont rencontrés. Prêts à s'investir pour la rentrée prochaine.



Avec la crèche des Pitchounes à Abbeville.

## Sauver les contrats aidés

**À la rentrée de septembre,** Emmanuel Macron annonçait la suppression des contrats aidés. Une mesure qui ne figurait nulle part dans son programme.

Nous avons aussitôt lancé une pétition.

Avant de mener campagne à l'Assemblée ou dans les médias.

Nous ne sommes, malheureusement, pas parvenus à faire reculer le président. Suite à nos interventions, néanmoins, des postes ont été sauvés. À la ludothèque Préludes à Abbeville, par exemple. Ou encore à la crèche les Pitchounes... dont les auxiliaires de puériculture furent même reçues à l'Élysée !

Résultat : Quelques contrats aidés "sauvés" de-ci et de-là. Mais une casse gouvernementale qui se poursuit, qui nuit à la vie associative, culturelle, sportive, qui décourage un peu plus des personnes en difficulté...

## Pour mémoire :

CICE. Coût annuel : 24 milliards €. Création de 100 000 emplois.

Soit : 200 000 € par emploi.

Emplois aidés. Coût annuel: 3 milliards €. Création de 300 000 emplois.

Soit : 10 000 € par emploi.

Mais plutôt que les associations, Macron préfère aider les multinationales qui accumulent pourtant les profits. 93 milliards 400 millions en 2017.

# on se bouge !



## La Poste

**Les Abbeillois nous ont fait part** de leur attachement à la Poste Saint-Wulfran, qui risque de fermer. Une pétition a d'ailleurs recueilli plus de 3000 signatures.

Aussi, par l'intermédiaire du PDG de La Poste Philippe Wahl, nous avons provoqué une réunion publique avec les dirigeants régionaux de l'entreprise.

C'était, semble-t-il, quasiment une première en France que cette rencontre très directe.

Nous estimons que ce devrait, au contraire, être la norme : avant qu'on envisage de fermer un service public (gare, hôpital, tribunal...), un échange avec les habitants devrait être obligatoire.

Résultat : Le bureau de Poste Saint-Vulfran ne fermera pas en 2018 et un projet est en cours avec la municipalité pour qu'il ne ferme pas du tout. Et surtout, les habitants ont été écoutés, ont formulé d'autres demandes, par exemple la réouverture de la Poste Hyper U le samedi à l'étude...



## AVS

Avec les auxiliaires de vie sociale de la Somme et d'ailleurs, lors d'une action au salon de l'emploi à domicile à Paris.



Avec les députés Emmanuel Maquet (LR) et Sébastien Jumel (PC) en gare d'Abbeville.

## Train

**À la veille de Noël, avec mon collègue** communiste Sébastien Jumel, nous avons monté une manifestation pour défendre la ligne Abbeville-Le Tréport. Ensemble, avec des centaines d'habitants, nous avons emprunté cette ligne pour alerter sur sa fermeture prochaine. Nous avons reçu le soutien du président du Conseil régional des Hauts-de-France Xavier Bertrand, du Conseil départemental de la Somme, du député Les Républicains Emmanuel Maquet, du sénateur Daniel Dubois...

Résultat : Pour le moment, le Gouvernement refuse d'investir sur cette ligne. Mais des courriers et des recours sont encore en cours.

## Garages

**Les habitants du quartier La Salamandre**, à Amiens, se plaignaient de la fermeture de leur garages, pour des raisons de sécurité. Nous avons négocié avec l'Opac pour que, d'une part, leurs loyers soient baissés (de 15 euros). Et pour que, d'autre part, ce printemps, des garages rouvrent à l'endroit que eux préféreraient.

Résultat : Une partie des garages du mail Roger Salengro ont réouvert. Les locataires dont le garage a fermé ont connu une baisse de loyer de 15 euros. C'est une première phase. Si elle se passe bien, le reste des garages rouvrira.

# Trois promesses



L'an dernier, j'avais effectué trois promesses me concernant :

- J'écrivais : « 1. Mon salaire : le smic.

*Un député touche une rémunération de 5 800 € net. Tant que le Smic ne sera pas relevé, comme je le souhaite, à 1 500 €, je me contenterai comme plein de gens de 1 143 €.* »

**Un an après.** Chaque mois, 1 143 € sont versés de mon compte parlementaire vers mon compte personnel. Je signe chaque mois trois chèques de 1 000 € à destination d'associations (Secours populaire, Fondation Abbé Pierre, Restos du Coeur, etc.). Le résidu est gardé en réserve, pour payer le fisc (car je serai imposé sur les 5 800 €).

- J'écrivais : « 2. Mon mandat sera révocable.

*Si 25 % des électeurs de la circonscription pétitionnent contre moi, s'ils m'ont élu et que pourtant mes positions à l'Assemblée ne les représentent pas, je démissionnerai. Je remettrai mon mandat en jeu.*»

**Un an après.** Vous trouverez sur la page d'à côté la feuille à faire remplir par vos voisins, cousins, copains, etc. si vous

souhaitez ma démission. La première circonscription de la Somme comptant 84 000 inscrits, il faut rassembler 21 000 signatures.

- J'écrivais : « 3. Mes réserves parlementaires.

*Vous l'ignorez peut-être : chaque député dispose d'environ 130 000 € par an. Je ferai tirer au sort un jury, parmi vous, et c'est vous qui choisirez les projets les plus utiles, les plus conformes à l'intérêt général.* »

**Un an après.** Je ne peux mettre en oeuvre cette promesse de jury : Emmanuel Macron a supprimé cette réserve. Sur le principe, j'étais plutôt pour cette suppression - à condition que ces sommes restent versées aux associations, aux villages, aux comités des fêtes. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, et ce sont plus de cent millions d'euros qui, chaque année, ne vont plus dans les petites structures.

## On n'avait pas la place pour parler de...

● **Ma défense dans l'hémicycle** de la picarditude : « *Le ch'ti n'est jamais qu'un cousin de la langue picarde, laquelle était déjà présente, et même écrite, dès avant l'an Mil. Elle était à cette époque la grande concurrente de la langue qui allait devenir le français.* »

● **Des matches de foot** dans toute la Somme, contre le Rif, par exemple, tout début janvier, avec la mairie d'Amiens qui nous refuse l'accès aux vestiaires, et nous qui sommes obligés de nous changer cul nu dans le vent glacé...

● **De la course dans la boue** au trail de Picquigny, dans les rues du centre d'Abbeville pour la corrida, et devant l'Assemblée nationale après le PDG d'Alstom qui, lâchement, refusait de croiser ses salariés bientôt licenciés.

● **De L'homme qui tua Liberty Valence**, le superbe western de John Ford, que j'ai longuement cité à la tribune, pour expliquer comment les puissants, à travers les médias, espèrent contrôler nos esprits et la démocratie.

● **De Léna, 11 ans**, qui dans une manif brandissait sa pancarte : « *François Ruffin mon père a voté Macron tu veux bien m'adopter ?* »



● **De l'axe insoumis – centre droit**, avec des jongles de l'UDI Zumkeller en direct de la cour de l'Assemblée nationale, pour faire parler de la proposition de loi en faveur du sport amateur.

● **De notre rencontre** avec la direction d'Engie pour que, a minima, les indications soient plus claires lorsque les usagers risquent de se faire couper le gaz.

● **De notre interpellation** du fils du PDG

de Bigard, qui ne répondait pas à nos questions sur les comptes du n°1 de la viande, sur la santé de ses salariés, sur la fermeture de Ailly-sur-Somme : « *Mais on est dans le Parrain, là, ou dans une commission de l'Assemblée nationale ?* »

● **De notre poisson d'avril** en direct sur BFM : « *Je démissionne !* »

Et plein de choses encore, mais on n'a vraiment pas la place...

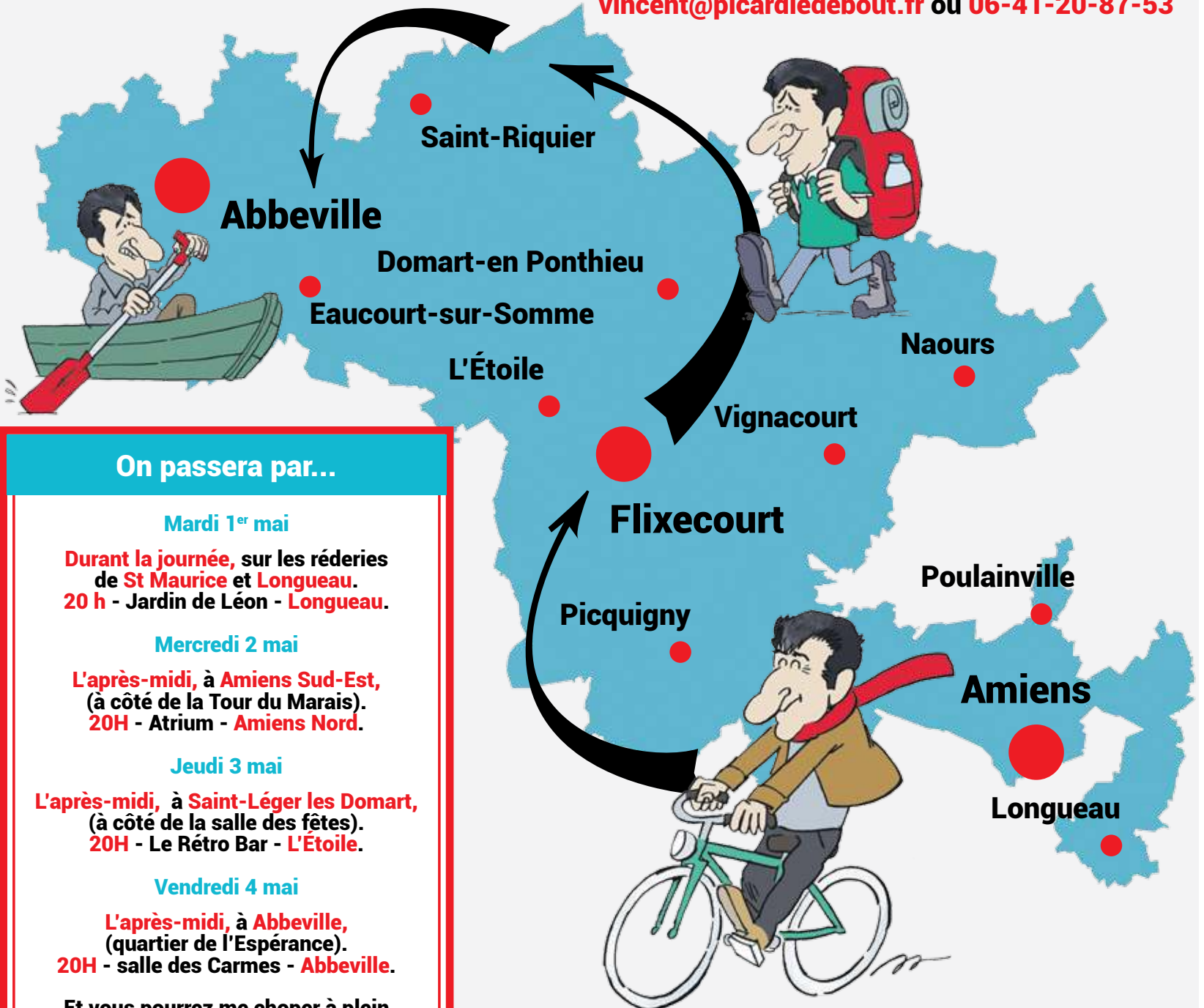
# Révoquez votre député ?

**D' Je passe mon temps à roupiller à l'Assemblée ? Ou au contraire, je fais trop de bruit et je devrais laisser les autres dormir, que Macron gouverne en paix ? Comme promis, vous pouvez me révoquer. Certains se sont demandés : « D'accord, mais comment on fait ? » On s'est donc décidés à vous offrir, en plus, le mode d'emploi : Autour de vous, faites signer ce papier. Photocopiez-le, si besoin. Puis envoyez le au local du 90, chaussée St Pierre à Amiens. Si 21 000 signataires de la circonscription sont réunis, je démissionnerai. Sur notre site, nous tiendrons le décompte ! Nous pensons que tout mandat devrait être révocable. Alors, autant commencer par soi-même...**

Nom-Prénom	Adresse	Signature

# LE DÉPU' TOUR

Du mardi 1<sup>er</sup> mai au samedi 5 mai, à pied à cheval et en voiture, je ferai le tour de ma circonscription. Je profiterai d'une semaine de vacance parlementaire pour venir à votre rencontre. Si vous souhaitez que je fasse un crochet par chez vous, vous pouvez laisser un message à [vincent@picardiedebout.fr](mailto:vincent@picardiedebout.fr) ou 06-41-20-87-53



## On passera par...

### Mardi 1<sup>er</sup> mai

Durant la journée, sur les réderies de St Maurice et Longueau.  
20 h - Jardin de Léon - Longueau.

### Mercredi 2 mai

L'après-midi, à Amiens Sud-Est, (à côté de la Tour du Marais).  
20H - Atrium - Amiens Nord.

### Jeudi 3 mai

L'après-midi, à Saint-Léger les Domart, (à côté de la salle des fêtes).  
20H - Le Rétro Bar - L'Étoile.

### Vendredi 4 mai

L'après-midi, à Abbeville, (quartier de l'Espérance).  
20H - salle des Carmes - Abbeville.

Et vous pourrez me choper à plein d'endroits sur le chemin.